

**Climat - One Planet Summit - 34**  
**États s'engagent pour une**  
**contribution ambitieuse du**  
**transport maritime à la réduction**  
**des émissions de gaz à effet de serre**  
**- Communiqué du ministère de la**  
**transition écologique et solidaire**  
(Paris, 13 décembre 2017)

Les émissions de CO<sub>2</sub> du transport maritime représentent aujourd'hui 3% des émissions mondiales mais pourraient, si rien n'était fait, augmenter de 50% à 250% d'ici 2050 selon les scénarios de croissance du trafic maritime envisagés par l'Organisation maritime internationale (OMI).

Le transport maritime international est intégré dans les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'Accord de Paris. Toutefois, en raison du caractère éminemment international de cette activité, elle ne figure pas dans les engagements nationaux (NDC) pris par les États.

Pour porter cette ambition à l'occasion du «One Planet Summit» Nicolas Hulot et Elisabeth Borne sont à l'initiative de la Déclaration «Tony de Brum», du nom de l'ancien dirigeant politique des Iles Marshall, fondateur de la coalition pour la haute ambition au sein de la CNUCC lors de la COP21 à Paris et initiateur du processus de négociation sur les gaz à effet de serre au sein de l'OMI. Elisabeth Borne a notamment eu l'occasion de la présenter à la Commission européenne et à ses collègues européens lors du conseil des ministres des transports le 5 décembre dernier à Bruxelles.

La déclaration a été portée durant le Sommet par Hilda Heine, présidente de la République des Iles Marshall. Elle illustre la mobilisation des États autour des enjeux maritimes dans le cadre global de la lutte contre le changement climatique. Elle encourage également l'ensemble des parties prenantes à parvenir à un accord ambitieux, à la hauteur des enjeux, dans le cadre des négociations engagées à l'OMI et alors que l'année 2018 sera décisive à cet égard.

Les 34 États signataires de cette déclaration sont : l'Allemagne, la Belgique, le Canada, le Chili, Chypre, la Colombie, les Comores, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, le Guatemala, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Madagascar, Malte, les Iles Marshall, le Mexique, Monaco, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République Tchèque, la Roumanie, les Iles Salomon, la Slovaquie, la Suède et le Royaume-Uni. D'autres seront amenés à les rejoindre.

En clôture du Sommet, le président de la République, Emmanuel Macron, a intégré cette déclaration dans les 12 séries d'engagements issus des travaux de la journée.

Pour Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire : «Dans le cadre du One Planet Summit, je salue la mobilisation des États parties à la négociation à l'OMI pour souligner la nécessité d'un accord ambitieux sur le plan environnemental, dans la voie tracée par les Accords de Paris et dans le prolongement des travaux engagés depuis plusieurs années par l'Organisation. La dynamique engagée doit désormais aboutir pour faire en sorte que la mobilisation du transport maritime soit sans failles pour protéger le climat et la biodiversité».

Elisabeth Borne, ministre chargée des transports auprès du ministre de la transition écologique et solidaire : «Le transport maritime doit prendre toute sa part dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'OMI a déjà montré sa capacité à agir en mettant en place un indice d'efficacité énergétique pour les navires. Cette organisation est donc le bon cadre et les États doivent être prêts à s'engager, sans tarder, dès 2018, sur un objectif ambitieux porté par des mesures efficaces. Ces mesures doivent permettre une concurrence équitable entre les pavillons et prendre en compte la situation des États les plus vulnérables»./.

(Source : site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire)